



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ADRESSE POSTALE

**14, AVENUE DUQUESNE
75350 PARIS 07 SP**

MARCHE PUBLIC

**Prestations d'évaluation de politiques publiques pour le compte
du ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles**

**Passé selon une procédure formalisée
en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-2 1°
du Code de la commande publique**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PRA031004

AVERTISSEMENT

Le présent projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières regroupe l'ensemble des prestations concourant à la réalisation de l'objet du marché.

L'annexe suivante fait partie intégrante du CCTP :

- Annexe 1 au CCTP- " Fiche évaluation prestations"

SOMMAIRE

1.	Contexte et enjeux du marche d'évaluation.....	3
2.	Objectifs du présent marché.....	5
3.	Acteurs	6
4.	Prestations confiées au(x) titulaire(s) du marché : travaux d'evaluation.....	6
5.	DELAIS DES LIVRABLES	12
6.	Frais divers.....	13

1. CONTEXTE ET ENJEUX DU MARCHE D'EVALUATION

Les politiques de l'emploi portées par le ministère du Travail répondent à un enjeu majeur : renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises en améliorant la coopération entre les acteurs de l'insertion, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle vise à optimiser la coordination opérationnelle et à dynamiser les partenariats entre les différentes parties prenantes.

La mise en œuvre de ces transformations nécessite des évolutions à plusieurs niveaux : adaptation des pratiques des acteurs impliqués, notamment les collectivités territoriales, optimisation de l'organisation aux échelons central et territorial, ainsi qu'une meilleure mutualisation des ressources et des compétences.

Afin d'observer les effets de ces transformations, des travaux d'évaluation sont nécessaires. En effet, cette démarche permet de questionner la pertinence des stratégies d'intervention, d'évaluer les objectifs initiaux et les effets attendus, et d'identifier les facteurs qui influencent l'efficacité des dispositifs. En mettant en lumière les freins et les leviers d'action, ces travaux offrent une vision plus claire des améliorations possibles et des bonnes pratiques pouvant être reproduites à plus grande échelle, tout en tenant compte des spécificités régionales et des différentes configurations locales.

Les enjeux du marché d'évaluation à la DGEFP

Depuis 2018, nous observons une augmentation quantitative des besoins d'évaluation, mais également une complexification de celles-ci.

Les interventions sur le marché du travail sont des interventions complexes car elles impliquent une coordination des différents leviers d'action (accompagnement, formation...), des différents acteurs (Etat, collectivités territoriales, opérateurs de la politique de l'emploi...) et des différents modes d'intervention (réglementation, pilotage, gestion...).

Par ailleurs, la méthode consistant à expérimenter, évaluer puis généraliser est de plus en plus développée dans les politiques de l'emploi, ce qui génère des besoins d'évaluation plus importants. Il s'agit là d'une méthode de gestion et de construction de l'action publique est vertueuse car elle est destinée à favoriser l'émergence de projets innovants dans le champ des politiques de lutte contre le chômage en permettant le changement d'échelle de solutions efficaces identifiées sur le terrain.

Toutefois, cette méthode de construction de l'action publique demande de relever deux grands défis, comme le souligne le rapport de la Cour des comptes sur l'évaluation des politiques d'emploi :

- Il existe encore aujourd'hui des pans entiers de dispositif non évalué
- La temporalité de l'évaluation n'est pas toujours compatible avec celui de l'action

Pour faire face à ces enjeux, la DGEFP dispose de longue date d'un département chargé de la stratégie avec pour mission « d'évaluer la pertinence et la cohérence des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle ». « [...] il prépare l'action de la délégation en organisant et en rendant accessible les informations disponibles dans les champs de l'emploi, du travail, de la formation professionnelle, du développement économique et de la négociation sociale. Il assure un rôle d'interface entre la DGEFP et les organismes statistiques, d'études, d'évaluation, de recherche et de prospective. ».

Aujourd'hui, les évaluations mises en place par la DGEFP sont avant tout des évaluations « in itinere ». Il s'agit pour la DGEFP d'observer la mise en œuvre et la capacité des opérateurs à faire fonctionner les dispositifs conformément au modèle envisagé. En effet, l'évaluation de cet axe contribue à la compréhension des mécanismes concourant aux succès ou limites des dispositifs. Elle vise (via des entretiens, des observations...) à décrire finement le déploiement des dispositifs en analysant les premiers résultats en tenant compte de leurs spécificités (territoriales, organisationnelles, gouvernance...).

Par exemple, dans le cadre du suivi et de l'amélioration des dispositifs d'insertion professionnelle, la DGEFP a conduit une évaluation *in itinere* de l'expérimentation de l'accompagnement rénové des bénéficiaires du RSA.

L'évaluation avait pour objectif de fournir une compréhension approfondie de la mise en œuvre (pratiques d'orientation, de diagnostic, d'accompagnement, de construction de parcours, mise en place des prestations, suivi de parcours), de son efficience (analyse des coûts) et des effets de l'expérimentation menée dans les 18 premiers territoires pilotes, afin d'identifier d'éventuels ajustements avant une généralisation à l'échelle nationale.

Méthodologie

L'évaluation s'est appuyée sur la réalisation de monographies portant sur un échantillon de territoires représentatifs de la diversité des contextes locaux. Ces monographies ont été élaborées à partir :

- D'entretiens semi-directifs menés auprès des professionnels de l'accompagnement et des allocataires,
- D'observations de terrain ciblées (séances de diagnostic-orientation, accompagnement, ateliers),
- De focus groups,
- D'analyses documentaires,
- De l'exploitation de bases de données administratives (France Travail, DARES),
- De l'analyse de données quantitatives sur les allocataires,
- Ainsi que de l'examen des coûts liés aux parcours.

Principaux enseignements

L'évaluation a mis en lumière plusieurs avancées notables :

- L'expérimentation a permis une réduction significative des délais d'orientation vers des parcours adaptés.
- L'entrée dans l'emploi est désormais abordée dès l'étape de l'orientation, impulsant une dynamique positive pour les bénéficiaires.
- L'accès aux droits a été renforcé, notamment pour les anciens allocataires du RSA non accompagnés depuis plusieurs années.

Cependant, l'étude a également identifié plusieurs points d'amélioration à intégrer en vue d'une généralisation du dispositif :

- **Contenu des parcours** : les parcours, bien que personnalisés et plus intensifs, manquent de renouvellement et peinent à atteindre de manière homogène l'objectif des 15-20 heures hebdomadaires. L'absence d'outils communs de suivi limite l'efficacité des actions mises en œuvre.
- **Accompagnement personnalisé** : le référent unique a renforcé la confiance des bénéficiaires, mais ce mode d'accompagnement montre ses limites pour certains publics ou secteurs spécifiques.
- **Systèmes d'information** : des difficultés techniques liées à l'interconnexion des systèmes d'information et à l'hétérogénéité des pratiques professionnelles freinent la coordination, la fluidité des échanges et le suivi des parcours.
- **Mobilisation des entreprises** : l'investissement dans ce champ est resté tardif. Les premiers retours sont encourageants, mais des défis importants subsistent.

Cette évaluation *in itinere* démontre tout l'intérêt d'un suivi en continu des expérimentations. Elle permet d'identifier les ajustements nécessaires avant une généralisation à plus grande échelle, garantissant ainsi une meilleure efficacité du dispositif et une optimisation de l'allocation des ressources publiques.

Cadre réglementaire applicable aux recours à des prestations intellectuelles externalisées

Le présent accord-cadre s'inscrit dans le respect de la circulaire du Premier Ministre n° 6329/SG du 19 janvier 2022 relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'État aux prestations intellectuelles.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur peut recourir à des prestations intellectuelles pour :

- Acquérir des compétences et expertises dont l'administration ne dispose pas à un instant donné pour lui permettre d'atteindre ses objectifs et mettre en œuvre les transformations attendues de nos concitoyens ;
- Faire face à un besoin ponctuel en compétences et expertises complémentaires dans la conduite d'un projet lorsque les capacités des services ne permettent pas d'absorber la charge nécessaire à sa mise en œuvre dans les délais impartis ;
- Éclairer les décideurs publics d'un regard extérieur afin d'intégrer les innovations ou bonnes pratiques, identifiées dans d'autres pays ou dans le secteur privé, qui pourraient être utiles à la bonne mise en œuvre de l'action et des services publics.

La DGEFP apportera une attention toute particulière aux conditions d'engagement et de suivi de ces prestations, au transfert des compétences et expertises vers l'administration et à la capitalisation des connaissances acquises au bénéfice de l'administration.

Dans le cadre des évaluations pouvant intervenir par via l'annexe 1 " Fiche évaluation prestations » annexée au présent CCTP, concernant les prestations réalisées au titre du présent accord-cadre, il sera nécessaire que soit bien établi :

- La liste des documents rédigés avec la participation, directe ou indirecte, des consultants du titulaire, ainsi que tout autre travail réalisé par ces derniers ;
- Le bilan de chaque prestation, l'apport des consultants et les éventuelles sanctions infligées au prestataire ;
- Les transferts de compétences réalisés au bénéfice de l'administration ;
- Les conséquences de la prestation sur la décision publique.

2. OBJECTIFS DU PRESENT MARCHÉ

Le présent marché vise à conduire **des démarches d'évaluation alignées sur les enjeux de la DGEFP**, en permettant :

- Une analyse approfondie des actions mises en œuvre : évaluation des résultats obtenus, identification des leviers de réussite et des freins à surmonter.
- Un appui à la prise de décision et à l'amélioration continue : contribution des matériaux d'évaluation pour la formulation de recommandations afin d'améliorer les dispositifs.
- Une démarche transparente qui garantit la traçabilité des travaux d'évaluation.

3. ACTEURS

- **Département de la stratégie de la DGEFP** : il contribue à l'élaboration des orientations stratégiques portées par le Ministère sur les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Pour ce faire, il propose un appui à l'évaluation des dispositifs de politiques publiques et à leurs évolutions.
Au sein du Département de la Stratégie, le Pôle évaluation et prospective assurent une offre de service comprenant la mobilisation des démarches d'évaluation.
- **Agents des différentes missions de l'administration centrale et des services déconcentrés du ministère du Travail**, parties prenantes des actions portées dans le cadre de la réforme pour le plein emploi.
- **Ecosystème des parties prenantes de toute nature (public ou privé)** des dispositifs ou projets.

4. PRESTATIONS CONFIEES AU(X) TITULAIRE(S) DU MARCHE : TRAVAUX D'EVALUATION

Ce marché est composé d'un lot concernant des travaux d'évaluation. L'objectif étant d'accompagner la DGEFP à travers **trois étapes essentielles dans la conduite de ses évaluations** :

1. **Assurer le cadrage méthodologique des travaux d'évaluation** : analyser la manière dont l'évaluation s'inscrit dans les enjeux stratégiques et opérationnels de la DGEFP, clarifier les attentes et les objectifs, et structurer la démarche d'évaluation. Cela inclut la définition des éléments méthodologiques, la formulation des questions d'évaluation, ainsi que l'élaboration d'un calendrier détaillé garantissant une mise en œuvre cohérente et efficace des travaux.
2. **Réaliser des investigations de terrain adaptées aux enjeux** : mobiliser les approches qualitatives et/ou quantitatives les plus pertinentes en fonction des problématiques à analyser, tout en veillant à leur complémentarité lorsque nécessaire. Ces investigations doivent aboutir à la production de rapports clairs, structurés et directement exploitables, répondant aux objectifs définis en amont.
3. **Organiser la restitution des travaux et assurer la diffusion des résultats** : garantir une communication claire et accessible des conclusions de l'évaluation. Cela implique la préparation et l'animation de séances de restitution adaptées aux différents publics, la synthèse des enseignements clés et la mise en avant des recommandations stratégiques et opérationnelles afin de faciliter l'appropriation des résultats et leur mise en œuvre.

Le lot est :

- **Piloté par le Département de la stratégie** de la DGEFP.
- **Axé sur un champ d'intervention du Ministère du Travail**, couvrant différents dispositifs et projets. Il peut concerner des dispositifs pilotés par la DGEFP, des expérimentations en cours, des interventions liées aux politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, ou encore des domaines d'action envisagés par l'acheteur dans le cadre d'une évaluation.
- **Applicable à l'ensemble des territoires et acteurs concernés par l'action publique**, mais il peut aussi être centré sur des territoires spécifiques, certaines structures ou acteurs intermédiaires en lien direct avec l'action, ainsi que sur les bénéficiaires finaux.
- **Fondé sur une compréhension approfondie des enjeux du champ d'intervention de la DGEFP**, essentielle pour assurer la pertinence et l'adaptabilité des protocoles méthodologiques. Toutes les prestations doivent être conçues avec souplesse et répondre aux objectifs et besoins spécifiques de l'acheteur qui sont précisés dans les trois modules (1 à 3) décrits ci - après.

Le prestataire, en collaboration avec les équipes de la DGEFP, **peut prendre en charge tout ou partie des actions nécessaires à l'évaluation in itinere du dispositif**. Il peut notamment assurer la conception et la mise en œuvre des enquêtes terrain, l'élaboration et la diffusion des questionnaires, ainsi que l'analyse des bases de données administratives. Selon les besoins et les ressources disponibles, il peut également intervenir dans l'animation des focus groups et la réalisation des entretiens auprès des bénéficiaires et des employeurs. L'ensemble de ces actions s'effectue en coordination étroite avec la DGEFP, afin de garantir la cohérence méthodologique, l'exploitation pertinente des résultats et la formulation de recommandations adaptées. Cette approche collaborative permet d'optimiser l'évaluation en intégrant à la fois **l'expertise du prestataire et la connaissance fine du terrain et des enjeux politiques par les équipes de la DGEFP**.

Lieu d'exécution :

Ces prestations sont réalisées principalement à distanciel. Les frais de déplacement (en France métropolitaine (Corse inclus) et en DROM-COM concernent les prestations d'investigations de terrain et/ou de comités de suivi de l'évaluation.

Ainsi, dans le cadre du présent marché, le titulaire devra assurer les prestations décrites dans les modules ci-après :

Module 1 : Travaux de cadrage de l'évaluation

UO 1. Travaux de cadrage
UO 1.1 Analyse documentaire et réglementaire (éq. 1 à 5 jours)
UO1.2 Définition et adaptation de la méthodologie d'évaluation (éq. 6 à 10 jours)
UO 1.3 Identification de données quantitatives et qualitatives (éq. 1 à 5 jours)
UO 1.4 Rédaction d'une note de cadrage (éq. 6 à 10 jours)
UO 1.5 Suivi et pilotage de l'équipe en charge de la réalisation de l'évaluation (éq. 1 à 5 jours)
<p>L'UO 1 permet la réalisation du cadrage des travaux d'évaluation. Elle vise à poser des bases solides pour la démarche d'évaluation en affinant la compréhension du contexte, des enjeux et du système d'acteurs impliqués. L'objectif étant de construire une vision partagée des objectifs, à préciser et valider le périmètre de l'étude, ainsi qu'à définir une méthodologie rigoureuse pour mener les investigations sur des bases approfondies et concertées. Cette étape permet également de structurer le dispositif de travail en établissant des instances de suivi et d'arbitrage, tout en identifiant les conditions de réussite, notamment en ce qui concerne la collecte des données quantitatives et qualitatives et l'accès aux terrains d'investigation.</p> <p>A ce titre, le titulaire doit être en mesure :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- De réaliser une analyse documentaire et des textes réglementaires afin de s'assurer de la pertinence du protocole méthodologique qui sera mis en place au regard des enjeux de l'étude ou de l'évaluation et des objectifs fixés par l'acheteur. 2- De proposer et adapter les méthodologies, techniques et outils en fonction des objectifs fixés par l'acheteur. <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les interlocuteurs clés/différentes cibles à rencontrer en fonction des objectifs fixés par l'acheteur ainsi que les critères de sélection de ces derniers. • Conduire des entretiens de cadrage individuels semi-directifs avec les parties prenantes pour préciser les enjeux, attentes et besoins liés à l'évaluation. • Établir une première analyse des données disponibles, en identifiant les sources de données quantitatives et qualitatives, leur accessibilité et les modalités de collecte. • Définir la méthodologie d'évaluation, en précisant les approches qualitatives et/ou quantitatives retenues, ainsi que les outils à mobiliser (entretiens, questionnaires, analyses statistiques, études de cas, etc.). 3- Élaborer un calendrier prévisionnel détaillé des différentes étapes de l'évaluation, en intégrant les contraintes opérationnelles et les délais de collecte et d'analyse des données. 4- Identifier les conditions de réussite de l'évaluation, notamment les facteurs clés liés à l'organisation, aux ressources disponibles et aux enjeux de collecte des données (ex. disponibilité de contacts, accès aux données et au terrain d'investigation) 5- Restituer les résultats du cadrage sous la forme d'une note de cadrage validée par la DGEFP, garantissant un alignement des attentes et une mise en œuvre efficace de l'évaluation.

L'UO 1.5 concerne un profil considéré comme senior (au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé, à savoir dans les champs des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle et des travaux d'évaluation). Il est le coordonnateur qui s'assure du bon déroulement de l'ensemble des étapes de l'enquête (UO 1.1 à 1.4). Il est le référent auprès de l'acheteur et veille à la bonne adéquation entre les méthodes, outils mobilisés et les enjeux de l'enquête. Il s'assure également de l'homogénéité et de la qualité des rapports qui sont rédigés.

Les UO (1.1 -1.5) peuvent être commandés plusieurs fois dans le cadre de la même prestation, au vu du périmètre et de la complexité du champ de l'évaluation.

La DGEFP et le titulaire s'entendent pour l'établissement du devis qui prendra en compte la charge de travail estimée, au titre de l'enquête commandée.

Par ailleurs, en fonction du périmètre et de la complexité de l'étude ou de l'évaluation, le profil des intervenants au niveau des UO 1.1 à UO 1.4 sera défini entre l'acheteur et le titulaire du marché. Les profils de ces derniers peuvent être considérés comme junior (au minimum 3 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé à savoir dans les champs des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle et des travaux d'évaluation ou senior (au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé).

Types de livrables attendus :

- Rédaction d'**une note de cadrage méthodologique détaillée**, précisant les grandes étapes de l'évaluation, les hypothèses et critères d'analyse, la méthodologie prévue (types d'entretiens, exploitation des données quantitatives, outils utilisés), les acteurs clés à mobiliser, les territoires ou structures à évaluer, ainsi que le calendrier des visites.
- Présentation **PPT synthétisant les travaux de cadrage**

Le coût doit inclure la cession des droits de propriété intellectuelle relative aux livrables cédés.

Module 2 : Investigations de terrain : approches quantitatives et qualitatives de l'évaluation

UO 2. Investigations de terrain
UO 2.1 Collecte de données qualitatives, réalisation de monographies (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2 Collecte de données quantitatives (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2.A Collecte de données administratives (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2.B Collecte de données par enquête (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2.B.1 Construction d'un questionnaire téléphonique et test du questionnaire (16-20 minutes) (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2.B.2 Passation du questionnaire téléphonique (16 - 20 minutes) pour 1000 personnes (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.2.B.3 Traitement des données d'une base de données sans redressement (éq. 6 à 10 jours)
UO 2. 3 Rédaction des rapports et livrables (éq. 6 à 10 jours)
UO 2.4 Suivi et pilotage de l'équipe en charge de la réalisation de l'évaluation (éq. 1 à 5 jours)
<p>L'UO2 permet la réalisation des investigations de terrain afin de recueillir des données empiriques permettant d'analyser en profondeur les enjeux, le fonctionnement, et les effets du dispositif évalué. Cette phase repose sur la mise en œuvre d'investigations qualitatives et/ou quantitatives adaptées aux objectifs fixés, impliquant la collecte d'informations auprès des acteurs clés (bénéficiaires, opérateurs, partenaires institutionnels, etc.). Elle suppose l'utilisation de méthodes rigoureuses telles que des entretiens, des questionnaires, des observations ou l'exploitation de bases de données existantes. Les UO visent à mesurer l'efficacité, l'efficience et l'impact d'une politique publique ou d'un dispositif. Il repose sur des indicateurs prédéfinis, permettant une analyse comparative et quantitative des résultats (exemple : taux de retour à l'emploi après un programme). Il cherche à valider ou invalider des hypothèses et à fournir des données objectives pour ajuster ou améliorer le dispositif évalué.</p> <p>A ce titre, le titulaire doit être en mesure de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Réaliser des monographies territoriales et/ou sectorielles et/ou thématiques combinant : <ul style="list-style-type: none"> – Des techniques de nature qualitative : réalisation des entretiens semi – directifs approfondis avec les acteurs clés/différentes cibles en considérant la diversité des contextes socioéconomiques ou configurations locales, mise en place de méthodes d'observations facilitant l'analyse des pratiques concrètes et modes d'organisation sur le terrain, des focus groups permettant de croiser les expériences et favoriser l'émergence des échanges sur l'animation /pilotage/ gouvernance. – Des techniques de nature quantitative. Il peut s'agir par exemple de : l'analyse de données statistiques issues de différents systèmes d'information ou des enquêtes, la mesure des impacts du dispositif/de l'expérimentation sur les bénéficiaires finaux dans les territoires, proposition d'un panorama statistique à partir d'une approche compréhensive du fonctionnement du dispositif et permettant de confronter les différentes configurations observées sur le terrain. – Toute autre proposition méthodologique innovante favorisant l'atteinte des objectifs fixés par l'acheteur. 2- Effectuer une analyse approfondie des données collectées, qu'elles soient qualitatives (issues des entretiens) ou quantitatives (provenant des systèmes d'information, d'enquêtes ou, dans certains cas, de données physico-financières). Cette analyse doit permettre de structurer et d'interpréter les informations recueillies dans une perspective d'aide à la décision et

d'amélioration des dispositifs évalués. Elle devra également **faire émerger des enseignements transversaux**, en identifiant les tendances, les bonnes pratiques et les facteurs clés de succès ou de limite, afin d'éclairer les choix stratégiques et opérationnels.

3- **Rédiger des rapports** et livrables clôturant la phase de terrain et rendant compte des grands enseignements et effets du dispositif.

- **Le rapport intermédiaire** doit permettre de suivre l'avancement de l'évaluation en apportant une première analyse des données recueillies. Il doit inclure une appréciation évaluative du dispositif et de ses premiers résultats au regard du modèle envisagé et des critères d'évaluation prédéfinis. Ce rapport sert également à identifier d'éventuels ajustements méthodologiques nécessaires pour la poursuite des investigations.
- **Le rapport final** doit synthétiser et capitaliser l'ensemble des données collectées au cours de l'évaluation. Il doit proposer une analyse approfondie des résultats issus des observations et entretiens réalisés lors de la phase d'investigation, identifier les bonnes pratiques ainsi que les difficultés ayant influencé les performances du dispositif. Enfin, il doit formuler des recommandations concrètes visant à améliorer le dispositif, à renforcer son efficacité et son efficience.

L'UO 2.4 concerne un profil considéré comme senior (au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé, à savoir dans les champs des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle et des travaux d'évaluation). Il est le coordonnateur qui s'assure du bon déroulement de l'ensemble des étapes de l'enquête (UO 2.1 à 2.3). Il est le référent auprès de l'acheteur et veille à la bonne adéquation entre les méthodes, outils mobilisés et les enjeux de l'enquête. Il s'assure également de l'homogénéité et de la qualité des rapports qui sont rédigés.

Les UO (2.1 -2.4) peuvent être commandées plusieurs fois dans le cadre de la même prestation, au vu du périmètre et de la complexité du champ de l'évaluation.

La DGEFP et le titulaire s'entendent pour l'établissement du devis qui prendra en compte la charge de travail estimée, au titre de l'enquête commandée.

Par ailleurs, en fonction du périmètre et de la complexité de l'étude ou de l'évaluation, le profil des intervenants au niveau des UO 2.1 à UO 2.3 sera défini entre l'acheteur et le titulaire du marché. Les profils de ces derniers peuvent être considérés comme junior (au minimum 3 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé) ou senior (au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé).

Types de livrables attendus

- **Synthèse transversale** des travaux d'évaluation ;
- **Rapport intermédiaire** clôturant la phase d'investigation et **rapport final** (sous format Word et numérique) ;
- **Monographies** descriptives dégageant des axes d'explication ;
- **Questionnaires** d'enquête et traitements statistiques réalisés ;
- **Présentation PPT** synthétisant les travaux et principaux résultats de l'évaluation.

Module 3 : Restitution des travaux d'évaluation

UO 3. Restitution de travaux d'évaluation
UO 3.1 Restitution de travaux (cadrage, rapports intermédiaires ou finaux) (session d'une ½ journée) (éq. 0,5 à 1J)
<p>L'UO peut être mobilisée plusieurs fois par le titulaire afin de réaliser un cadrage en amont du démarrage des travaux d'évaluation ou permettre à l'acheteur, de prendre connaissance de l'avancée des travaux ou de s'assurer de leur bon déroulement et de leur finalisation. Dans cette perspective, le titulaire dans le cadre de cette UO, doit répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réaliser une session de cadrage approfondie au démarrage d'une évaluation, permettant un partage initial d'expertises et de ressources. Le titulaire livrera une note de cadrage à l'issue de la session.• Mettre en place une réunion intermédiaire ou finale de restitution de ses travaux auprès de l'acheteur. Il livrera les supports nécessaires à cette restitution, a minima une semaine avant la session de présentation <p>L'UO3 peut être commandée plusieurs fois dans le cadre de la même prestation, au vu du périmètre et de la complexité du champ de l'évaluation.</p> <p>Le DGEFP et le titulaire s'entendent pour l'établissement du devis qui prendra en compte la charge de travail estimée, au titre des travaux commandés.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de cette UO, en fonction du périmètre et de la complexité des travaux, le profil de l'intervenant sera étudié entre l'acheteur et le titulaire du marché.</p> <p>Le profil peut être considéré comme senior (au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine d'expertise demandé, à savoir dans les champs des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle et des travaux d'évaluation.</p>

Types de livrables attendus

- Pour la restitution de cadrage : note méthodologique, agenda de prochaines étapes, identification des acteurs clés et de leurs rôles dans l'évaluation, compte-rendu de la restitution et support de présentation.
- Pour la restitution de livrables intermédiaires : rapport intermédiaire ou note d'avancement, retour sur les difficultés rencontrées sur le terrain, agenda de prochaines étapes, compte-rendu de la restitution et support de présentation.
- Pour la restitution de livrable finaux : rapport final, synthèse transversale des travaux d'évaluation, monographies territoriales, compte-rendu de la restitution et support de présentation.

5. DELAIS DES LIVRABLES

Les délais des livrables de chacune des missions sont définis dans le bon de commande. [Pour chaque mission, les délais précis des livrables seront définis par devis signés, d'un commun accord entre les parties, avant l'émission du bon de commande.](#)

Chaque UO pourra être commandée plusieurs fois dans le cadre de la même prestation, si le titulaire et la DGEFP conviennent que la charge de travail s'avère supérieure à ce qui avait été anticipée.

6. FRAIS DIVERS

Module 4 : Frais de déplacement/hébergement/restauration dans le cadre des investigations de terrain et/ou de comités de suivi de l'évaluation

UO 4. Frais de déplacement/hébergement/restauration pour le titulaire– sur justificatif																							
UO 4.1 Forfait hébergement/ nuit en France métropolitaine (hors Corse) – sur justificatif																							
UO 4.2 Forfait hébergement / nuit en Corse+DROM-COM – sur justificatif																							
UO 4.3 Forfait /repas hors Corse+DROM-COM – sur justificatif																							
UO 4.4 Forfait /repas en Corse+DROM-COM – sur justificatif																							
UO 4.5 Frais de déplacements en France métropolitaine – sur justificatif																							
UO 4.6 Frais de déplacements en Corse+DROM-COM – sur justificatif																							
<p>Textes réglementaires :</p> <p>Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat</p> <p>Arrêté du 22 juin 2020 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et portant politique du voyage des personnels civils du ministère des solidarités et de la santé, du ministère du travail, du ministère des sports</p> <p>Justificatifs à fournir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Billets de train et/ou facture avion + cartes embarquements (aller et retour) 2. Factures hôtel 3. Factures taxi <p>Remboursement des frais de transport (frais réels) :</p> <p>1. Train : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)</p> <p>Art. 9. – Les transports doivent être effectués en 2^e classe pour les trajets par voie ferroviaire, sauf les conditions tarifaires peuvent justifier le recours à la 1^{re} classe. Il est également autorisé par l'autorité qui organise le déplacement lorsque la durée des trajets effectués au cours de la même journée est supérieure à cinq heures.</p> <p>2. Avion : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)</p> <p>Art. 10. – Les trajets par voie aérienne doivent être effectués en classe économique. Le recours à la classe supérieure doit rester exceptionnel. Il ne peut être autorisé que par le directeur de la structure ou le chef de mission lorsque la durée du voyage est supérieure à sept heures et que la durée de la mission est inférieure à sept jours lorsque les conditions tarifaires le justifient.</p> <p>3. Taxi : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)</p> <p>Art. 15. – Les déplacements doivent être effectués en transport en commun. Toutefois, à titre dérogatoire, l'utilisation du taxi ou d'un véhicule de transport avec chauffeur agréé (VTC) peut être autorisée entre 20 heures et 8 heures. En cas de recours au taxi, dans des conditions qui ne le justifient pas, le prix sera fixé sur la base du tarif le moins cher des transports en commun.</p> <p>Remboursement des frais d'hébergement (forfaitaire) :</p> <table> <tr> <th></th><th colspan="3">France métropolitaine</th><th colspan="2">Outre-mer</th></tr> <tr> <th></th><th>Taux de base</th><th>Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris</th><th>Commune de Paris</th><th>Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin</th><th>Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française</th></tr> <tr> <td>Hébergement</td><td>90 €</td><td>120 €</td><td>140 €</td><td>120 €</td><td>120 € ou 14 320 F.CFP</td></tr> </table>							France métropolitaine			Outre-mer			Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française	Hébergement	90 €	120 €	140 €	120 €	120 € ou 14 320 F.CFP
	France métropolitaine			Outre-mer																			
	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française																		
Hébergement	90 €	120 €	140 €	120 €	120 € ou 14 320 F.CFP																		